

## Les déracinés au Burkina

septembre/octobre 2020

Le Burkina-Faso a déjà connu dans le passé des crises humanitaires (notamment la crise alimentaire entre 2012 et 2016), mais c'est pour la première fois dans son histoire que le pays connaît un drame d'une telle ampleur: un nombre toujours croissant de déracinés submerge le pays, poussés vers le sud pour fuir les exactions de groupes armés divers, qui sévissent dans les régions voisines du Mali et du Niger.

A ces mouvements s'ajoutent des effets de changement climatique ( inondations), et des restrictions liées à la pandémie du Covid -19. L'ensemble de ces phénomènes déstabilise fortement un pays où la pauvreté est structurelle ; 40 % de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté (= 1,25 \$ par jour).

### *Les faits et les chiffres*

D'après les dernières estimations du HCR (31 oct) , les « déplacés internes » ou IDP au Burkina s'élèvent à 1million 034 609 (60% sont des enfants/adolescents). A ce chiffre il faut ajouter les réfugiés, venant du Niger et du Mali, environ 19 950 personnes, installés dans le pays depuis un certain nombre d'années déjà. Les IDP représentent à eux seuls 5% de la population du Burkina. Les chiffres augmentent sans cesse au gré des attaques des groupes armés. Le taux de croissance du nombre de déplacés/réfugiés est actuellement un des plus élevés au monde.

Précisons que ces données ne se basent pas sur des enregistrements individuels, impossibles à pratiquer, mais sur des estimations, qui sont constamment réévaluées. Les Etats voisins, Mali et Niger, présentent des chiffres moins élevés : respectivement 982 897 et 528 406.

75 % de ces déplacés restent dans le nord, dans les régions du Sahel et du Centre-Nord, mais en s'établissant dans des villes comme Dori, Kaya ou Djibo, car les villes sont plus sûres que les villages où l'Etat n'est plus présent. On signale également que certains camps de réfugiés/déplacés ont été attaqués et une partie de ses occupants ont du se replier vers des agglomérations plus sécurisées.

Il est évident que ces villes sont incapables de faire face à cet afflux de déplacés. La ville de Kaya, par exemple, qui a ordinairement 130 000 habitants, doit subitement héberger 100 000 déplacés. Dori a du accueillir en 2019 env. 30 000 personnes. Environ 50% parmi eux sont sans abri ou possèdent un abri inadéquat.

Tous les autres indicateurs sont également au rouge : sécurité alimentaire, état psychologique, accès à l'eau et aux latrines, état de santé, scolarisation des enfants. Et insécurité et dénuement engendrent violences intra-familiales, mendicité, recours aux drogues, vols, exploitation des enfants, etc.

La situation des réfugiés venant du Mali est particulièrement difficile : la situation au Burkina s'est tellement dégradée que beaucoup voudraient regagner le Mali. Or, l'accès au Mali est rendu impossible à cause de la pandémie qui sévit également ici. Ils sont donc en quelque sorte pris au piège au Burkina.

A tout ceci s'ajoutent les aléas climatiques qui impactent la région, probablement dus au réchauffement climatique mondial. Toute la bande sahélienne (Tchad, Niger, Mali, B.F.) est concernée par des pluies diluviennes et des vents extrêmement forts. Au Burkina, 13 régions, dont celles du nord, sont affectées. On estime que 12 000 ménages (dont un grand nombre de IDP) sont sans abris, les champs, routes et pistes sont submergés, des tonnes de céréales détruites, des greniers inondés et des animaux perdus.

### *Aides et soutiens apportés*

Depuis les précédentes crises alimentaires, l'OCHA (= Bureau de coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU) a mis en place une équipe de conseillers et nommé un coordonnateur humanitaire. Ceux-ci élaborent chaque année un « Plan de réponse humanitaire HRP » qui définit les objectifs stratégiques et fixe les besoins financiers pour les différents secteurs : sécurité alimentaire, nutrition, protection, abris, santé, hygiène, éducation etc.

Dans le cadre de ce plan, les partenaires opérationnels (cette année au nombre de 51) soumettent des projets humanitaires et/ou liés au développement. Des objectifs collectifs sont également définis en collaboration avec le Gouvernement du Burkina.

Pour l'année 2020, les fonds requis sont fixés à 424 millions \$, pour 2,9 millions personnes dans le besoin. On remarque que ce chiffre va bien au-delà du nombre de personnes déplacées (IDP). C'est depuis les 10 dernières années la plus importante demande de financement humanitaire au B.F. Mais il ne faut pas oublier que les financements effectivement débloqués ne représentent en moyenne que 50 % de la somme demandée.

Après un appel du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, évoquant les besoins humanitaires à un « point de rupture », 24 gouvernements et donateurs institutionnels se sont déclarés prêts à intervenir dans les 3 pays du Sahel Central, lors d'une conférence de l'ONU. La Suisse est de loin le donateur le plus important, suivie par les Etats Unis, l'UE, puis des Etats membres, tels que Allemagne, Autriche, France, Belgique etc. (14 en tout).

Comme l'a souligné M. Lowcock, (affaires humanitaires, ONU), il faut fournir un soutien mieux équilibré entre sécurité, aide d'urgence et développement à long terme. Comme le constatent les travailleurs humanitaires sur place, il n'y a pas seulement

les conflits, l'insécurité persistante, et les aléas climatiques qui freinent le progrès, mais aussi des causes sociologiques, comme l'inégalité hommes-femmes (p.e. la violence basée sur le genre) ou la discrimination ethnique (voir la situation des Peuls).

Ainsi, des ONG sous l'égide du HCR se rendent dans des villages du Sahel, comme Markoye, Gorom-Gorom, Tin-Akoff etc. pour animer sur des sites-accueil des causeries-débats dans le but de sensibiliser la population à une meilleure cohésion sociale et une promotion de la paix interne.

Il est également prévu de sensibiliser les familles sur les risques liés au travail des enfants (orpaillage), d'inciter les parents à scolariser à nouveau leurs enfants (souvent dans des écoles improvisées « informelles »), et d'organiser des émissions radiophoniques sur les ondes locales sur les conséquences des mariages d'enfants.

Il est à remarquer que le travail des conseillers humanitaires dans la région n'est pas sans danger. Dans la zone couverte par leurs actions (provinces Oudalan, Seno, Soum, et Yagha) il y a eu en octobre 2020 48 « incidents sécuritaires », pendant lesquels on a dénombré 80 morts, 37 blessés, 11 arrestations illégales, 2 enlèvements. Les responsables, par ordre décroissant : les GANI (groupes armés non identifiés), les FDS (= Forces de Défense et de Sécurité, c'est-à-dire l'armée régulière du Burkina Faso), et des bandits qui agissent, le cas échéant, comme alliés des groupes armés.

Sources : data2.unhcr.org du 8sept.2020  
reliefweb.int juill 2020  
news.un.org 18 août 2020 et 20 oct 2020  
data2.unhcr.org rapport de monitoring Sahel oct 2020  
lefaso.net sept 2020  
unhcr.org news du 7oct. 2020